Gourbin (Patrice), Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 286 p., 2008

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/615>

DOI : [10.4000/alsace.615](https://doi.org/10.4000/alsace.615)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 474-477

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « Gourbin (Patrice), Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/615> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.615>

Benoît Bruant démonte avec intelligence les ressorts qui animent son héros : sa fuite inopinée, au moment où l'Europe bascule dans la guerre, puis son engagement dans l'armée française, terriblement exposé d'abord – il a été condamné à mort et son œuvre est proscrite –, puis à l'arrière, où il livre un combat de papier dans les services de propagande. Avec le germaniste Ernest Tonnelat, c'est l'un des inventeurs de l'« intox » moderne destinée à saper le moral de l'ennemi à grands coups de tracts, de faux journaux, etc. La libération de Colmar en fait une vedette, mais ses positions assimilationnistes et souvent maladroites contribuent à l'isoler. Il n'empêche que cet entre-deux guerres est une période féconde pour l'artiste, le conservateur du Musée d'Unterlinden, et l'imagier d'une Alsace souriante : on l'oublie, mais Hansi est un des meilleurs connaisseurs (et le véritable promoteur) du patrimoine de son petit pays, avec quelques chefs d'œuvre dans des domaines aussi variés que la gravure, les arts décoratifs, la publicité, l'héraldique, etc. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler qu'il a compris avant tout le monde la nature du régime nazi. Sa description de la « machine à broyer le monde » parue dans la *Revue du Rhin* en mars 1939 est un texte prophétique (p. 279) : il en sera lui-même une victime, laissé pour mort dans une rue d'Agen (un épisode derrière lequel on reconnaît la Gestapo), puis contraint à l'exil en Suisse, via la Haute-Savoie, grâce à la bienveillance personnelle du Maréchal Pétain. Le retour à « Colmar en France » est assombri par ces épreuves.

« Artiste tendre et rebelle », Hansi a imprimé son style à l'Alsace toute entière. Le livre de Benoît Bruant le lui rend bien. Il est enluminé par près de cent cinquante vignettes qui en font une anthologie portative du plus bel effet. Enfin consécration suprême, l'éditeur vient de faire paraître les traductions anglaise et allemandes de *Mon Village*.

Georges Bischoff

GOURBIN (Patrice), *Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 286 p.

L'histoire du service français des Monuments historiques est en cours d'écriture. La thèse récente d'Arlette Auduc sur *Le service des Monuments historiques de 1830 à 1940* (à paraître en 2008) et l'ouvrage de Xavier Laurent sur la *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel (1959-1973)* (paru en 2003) ont posé les premiers jalons. La thèse de Patrice Gourbin vient compléter utilement ces travaux pour la période allant de la défaite de 1940 à la création du ministère des Affaires culturelles en 1959.

La période considérée possède une certaine unité : la politique des hommes nommés par le régime de Vichy n'est pas fondamentalement remise en cause par leurs successeurs à la Libération, et il faut attendre 1959 et le tournant Malraux pour voir une nouvelle génération leur succéder.

Par ailleurs, les périodes de l'Occupation et de la Reconstruction constituent deux moments-clés dans l'histoire du service des Monuments historiques, le premier

par l'ampleur de la réflexion et de l'évolution administrative, et le second par celle des interventions concrètes.

En 1940, l'architecture est encore perçue comme un vecteur de domination et d'expansion. Par conséquent, l'État doit y jouer un rôle important et posséder un grand service d'architecture capable de servir de modèle, d'encourager la création, et de contrôler la construction. Nommé à la direction des Beaux-Arts en juillet 1940, l'historien de l'architecture Louis Hautecœur entreprend immédiatement de constituer une direction de l'Architecture regroupant les services des Bâtiments civils et Palais nationaux d'une part, et celui des Monuments historiques d'autre part. Afin de pouvoir contrôler l'ensemble des bâtiments de l'État sur le terrain, la direction de l'Architecture crée des agences locales d'architecture, les agences des Bâtiments de France (décrets de 1946), qui s'inspirent largement de l'organisation alsacienne-lorraine de la période du *Reichsland*. Les architectes chefs d'agence sont fonctionnaires et sont chargés de l'entretien des bâtiments classés. Cette grande réforme est complétée en 1948 par la création des premières conservations régionales des Bâtiments de France, désormais en charge de l'élaboration des programmes de travaux. Ainsi, agences et conservations des Bâtiments de France réduisent les pouvoirs discutés des architectes en chef des Monuments historiques.

L'invasion allemande de 1940, puis les bombardements alliés et les combats de la Libération causent d'importantes destructions urbaines. Les services de la Reconstruction sont complètement réorganisés et se rapprochent de ceux en charge de l'Urbanisme. Dans un premier temps, architectes en chef des Monuments historiques et urbanistes partagent la même doctrine conservatrice et la même préoccupation pour les centres anciens qu'il faut assainir et moderniser tout en conservant leur aspect. Les Monuments historiques restaurent les façades, tandis que les services de la Reconstruction se chargent des intérieurs. Mais à partir de 1950, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme encourage les nouvelles formes architecturales (barres et tours) et une nouvelle organisation urbaine (fin des « îlots »). Le seul outil du service des Monuments historiques pour contrôler la reconstruction des centres anciens est la loi du 25 février 1943 sur les « abords » qui se révèle alors notoirement insuffisante. La direction de l'Architecture espérait que les monuments serviraient de modèles aux reconstruteurs. Dans la réalité, le fossé se creuse entre patrimoine et architecture contemporaine.

Les mesures de protection connaissent une expansion quantitative, mais non qualitative. Le nombre de monuments classés et inscrits augmente fortement durant la période. Cette augmentation est le fait d'une volonté du service des Monuments historiques de protéger et d'intervenir sur le plus grand nombre d'édifices possible. D'un point de vue qualitatif, les nouvelles protections sont plus souvent dictées par leurs conséquences financières que par l'intérêt réel des édifices. En outre, le service des Monuments historiques hésite à étendre son champ d'intervention à de nouveaux patrimoines : les édifices du XIX^e et XX^e siècles, le patrimoine industriel et les monuments folkloriques sont encore laissés de côté. Par ailleurs, le service se montre réticent à l'idée d'un « classement régional » et s'oppose à celle des « listes de

priorités » malgré la pénurie des crédits. À la Libération, le service entend limiter le nombre des monuments commémoratifs et en contrôler la construction. Seuls les sites d'Oradour-sur-Glane, de Natzwiller-Struthof et les plages du débarquement de Normandie sont protégés au titre des Monuments historiques.

Le service des Monuments historiques cherche également à mieux connaître les monuments. En 1944, il lance le Recensement des monuments anciens, qui devait aboutir à la constitution d'un « casier archéologique », et encourage l'élaboration de plans archéologiques de villes, mais la lenteur du travail les rend inutiles dans l'optique de la reconstruction.

Le déclenchement du deuxième conflit mondial pose des problèmes d'une ampleur sans précédent au service des Monuments historiques. Dès 1935, le service prépare les mesures de « défense passive » : les vitraux sont déposés, les parties sculptées les plus intéressantes sont protégées par des sacs de sable, des mesures sont prises contre l'incendie, et les objets et œuvres d'art sont évacués. La « drôle de guerre » constitue une chance pour le service, en lui laissant le temps de mener à bien toutes ces opérations, qui ne sont toutefois que partielles et sélectives. Le souvenir de la « barbarie allemande » est encore bien vivant en 1939, mais les destructions volontaires de monuments sont réduites, en partie grâce à l'action du service allemand de protection des monuments : le *Kunstschutz*. À la Libération, les alliés se dotent eux aussi d'un tel service. Toutefois, de nombreux édifices souffrent des réquisitions. Après les combats, les difficultés sont multiples. Les dommages de guerre sont pris en charge par le seul service des Monuments historiques (loi du 12 juillet 1941) mais l'argent manque.

Les architectes en chef des Monuments historiques n'hésitent pas à reconstruire les monuments à partir de presque rien : pour eux, l'architecture est un art reproductible à partir du moment où il existe une documentation suffisante. Les travaux de reconstruction sont l'occasion d'« améliorer » les monuments d'un point de vue esthétique, technique ou archéologique. Le souci d'authenticité n'est pas toujours respecté par les architectes en chef qui profitent parfois de l'occasion pour reconstituer un état idéal ou antérieur. Certains éléments sont simplifiés afin de faire des économies. Le choix des matériaux est déterminé par leur solidité, car les restaurations doivent être les plus durables possible. Pour les vitraux, le service encourage la création contemporaine pour remplacer ceux du XIX^e siècle jugés de mauvais goût. Enfin, le service s'inquiète de la réception de la reconstruction par l'opinion et organise expositions et conférences, utilise les médias (films, campagnes de presse) pour faire connaître son action.

Le dernier aspect développé par l'auteur est celui de la « vie » dans les monuments. Le meilleur moyen de conserver un monument est de lui trouver une utilité sociale. Une préoccupation majeure du service des Monuments historiques est par conséquent de trouver une utilisation convenable aux monuments. Dans la mesure du possible, le service évite l'utilisation des monuments comme hôpitaux ou comme usines et privilégie les affectations culturelles (lieux de rencontres, de festivals), mais les choix

du service sont toujours pragmatiques. Il s'attache également à mettre en valeur les monuments, en organisant leur visite, en créant les premiers sons et lumières (1952) qui connaissent un certain succès.

Ainsi, le mérite de la thèse de Patrice Gourbin est d'avoir montré que les Monuments historiques ne forment pas un champ clos, isolé de l'architecture contemporaine, mais participent activement à la modernité. Ils constituent des objets politiques et sont une image de leur temps. Enfin, il convient de souligner la richesse de l'illustration, composée de nombreuses photographies et dessins, dont la plupart sont de l'auteur.

Nicolas Lefort

VAN den BOSSCHE (Benoît), *La Cathédrale de Strasbourg. Sculpture des portails occidentaux*. Éditions Picard, 209 p., figures.

Professeur d'histoire de l'art du Moyen Âge à l'université de Liège en Belgique, Benoît Van den Bossche n'en est pas à sa première publication sur la cathédrale de Strasbourg. Il avait déjà fait paraître en 1997, aux Editions du Zodiaque, une monographie sur cet édifice et, en 1999 et 2000 aux Editions de la Petite Pierre, *Le livre sculpté de la cathédrale de Strasbourg. Les douze Signes du Zodiaque de la cathédrale de Strasbourg et les douze Travaux des Mois*, ainsi que d'autres travaux. Il nous livre à présent une vaste synthèse sur la façade occidentale et son programme iconographique pour en souligner son originalité, son unité et sa place dans l'art gothique européen. Démarche ambitieuse de l'auteur, qui a bénéficié de la préface de Roland Recht, maître incontesté du gothique du Rhin Supérieur.

Sujet vaste, disions-nous, mais aussi ambitieux. On peut regretter qu'Annick Hoffer-Roquet (p. 10) ait abandonné ses travaux sur le style des sculptures des portails occidentaux. Sans doute une approche pluridisciplinaire aurait permis de mieux comprendre les sources d'inspiration des sculpteurs qui ont accompagné, dans une harmonie parfaite, les maîtres d'œuvre de la façade occidentale.

Benoît Van den Bossche engage son chantier de recherche par un inventaire exhaustif et critique des nombreux travaux que les portails occidentaux ont déjà suscités au fil des décennies, depuis le XIX^e siècle jusqu'à l'époque récente. Il convoque tous les auteurs depuis Kraus, Meyer-Altona, Secker, Otto Schmitt avec sa monumentale *Gotische Skulpturen des Straßburger Münster* de 1924, mais aussi l'abbé Walter, Reinhardt, Fast, etc. pour un vaste débat lui permettant de dégager quelque certitude.

L'auteur s'applique ensuite à livrer une étude méticuleuse sur l'authenticité iconographique de l'ensemble des sculptures pour en identifier les éléments originaux et les altérations successives, et en datant, autant que faire se peut, les restaurations qui ont été entreprises. Il sollicite les archives de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, les dessins et les gravures, ainsi que les différents fonds photographiques.